

# Angles d'Attac

Belgique - België  
P.P  
1060 Bruxelles 6  
1 / 1689

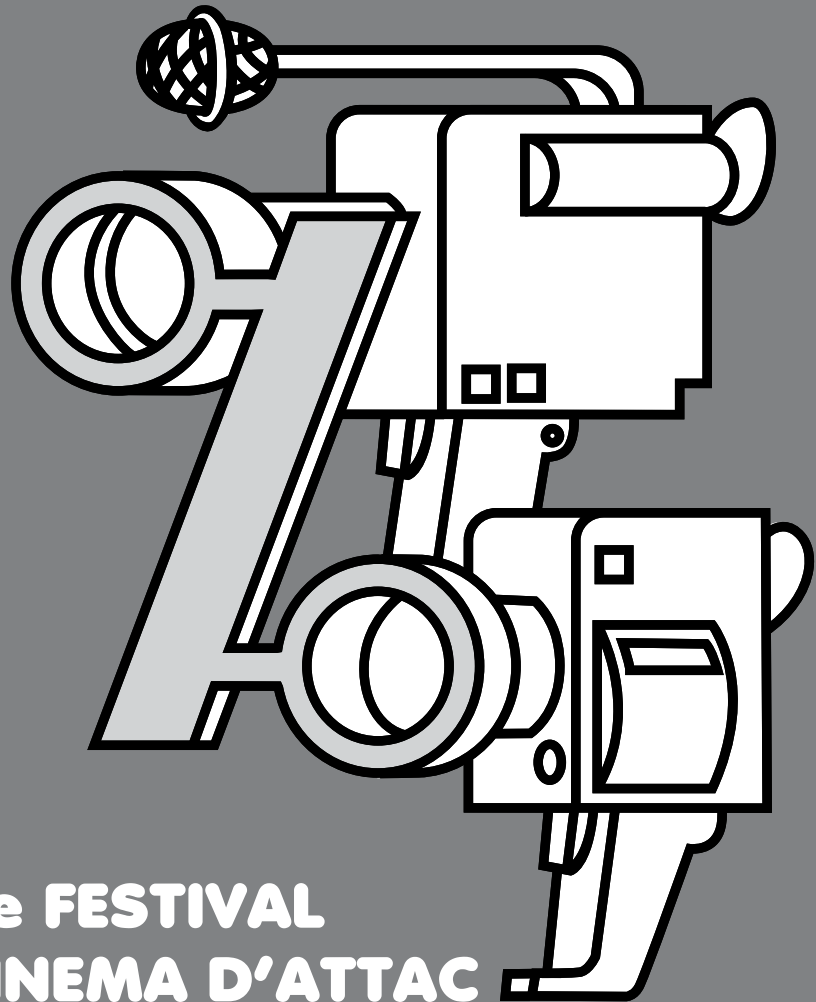
Dépôt: Bruxelles 6  
Imprimé à taxe réduite



Journal mensuel d'ATTAC-Bruxelles-1 ■ numéro 86 ■ novembre 2007  
Prix: 1 euro ■ 89 Avenue du Parc à 1060 Bruxelles ■ E-MAIL: [bxl1@attac.be](mailto:bxl1@attac.be)  
<http://bxl.attac.be> ■ TEL: 0494/80.88.54 ■ N° de compte: 523-0800 729-69

## SOMMAIRE

- Mondialisation capitaliste:  
la mécanique du pire  
page 2 - 3
- AGCS:  
Idéologie et économie,  
même combat?  
page 3 - 4
- Carte blanche  
Nuit de cristal à trois  
lunes  
page 4 - 5
- Compte-rendu  
Procès DHKP-C  
à Anvers  
page 6 - 7
- Agenda  
page 8



**8e FESTIVAL  
CINEMA D'ATTAC**  
du 22 novembre au 2 décembre au Botanique



## Qui en profite ?

# MONDIALISATION CAPITALISTE: LA MECANIQUE DU PIRE

**Deux films au festival du cinéma d'Attac traiteront de la problématique de la mainmise de la finance sur l'économie et ses conséquences sociales. Dans Ma Mondialisation, il s'agit d'une région française produisant un composant monté sur les voitures. Autrefois, les firmes étaient détenues par un capitalisme familial. Mais, avec la concurrence, celui-ci vend à des sociétés financières qui délocalise à tour de bras et oblige les entrepreneurs restants à les imiter. Chacun se déclare impuissant face au système mis en place. Chacun prétend que, s'il le pouvait, agirait autrement.**

Il va sans dire que le capitalisme est une vaste machine qui, d'une certaine manière, broie tout sur son passage. Mais il serait exagéré d'ajouter qu'il n'y a personne qui en profite. Bien au contraire!

En juin, chaque année depuis onze ans, une banque d'affaires américain, Merrill Lynch, et une société européenne de services informatiques, Capgemini, présentent un rapport qui évalue le nombre de personnes qui possèdent une fortune financière, c'est-à-dire sans les avoirs immobiliers, tableaux, châteaux, villas, terrains, bijoux..., de plus d'un milliard de dollars (1), ainsi que leur patrimoine financier global: le World Wealth Report (le rapport de la richesse mondiale). Merrill Lynch parle en connaissance de cause, puisqu'une de ses missions est de gérer pour le compte de ces clients ces actifs, et, pour Capgemini, il s'agit de leur proposer leurs services.

En 2006, elles estiment qu'il y a environ 9,5 millions de gens qui correspondent à cette définition. Cela représente un peu plus d'un pour mille à l'échelle de la population mondiale. Et ces personnes disposent d'un avoir financier total de 37.2000 milliards de dollars (2). Comme le PIB mondial (3) est chiffré à un peu plus de 48.000 milliards de dollars, on peut affirmer qu'avec ce patrimoine uniquement financier, ces 9,5 millions d'individus extrêmement riches pourraient subsidier l'ensemble de la planète aux conditions actuelles durant neuf mois complets, sans que

personne n'ait à travailler. Cela donne un petit peu l'ampleur de leur fortune.

Les deux sociétés établissent une autre estimation: celle des ultra-riches, c'est-à-dire ceux qui disposent d'un patrimoine financier de plus de 30 millions de dollars. Selon elles, ils sont un nombre de 94.970 dans le monde et détiennent une fortune totale de 13.100 milliards de dollars (4). Soit une moyenne de 138 millions de dollars par personne. Il faudrait environ 4.600 ans pour un salarié gagnant en moyenne 2.500 dollars par mois (5) pour accumuler une tel patrimoine. Il aurait dû donc commencer aux temps des pyramides et travailler durement jusqu'à aujourd'hui, sans manger, sans boire, sans se vêtir (ou alors en bénéficiant de dons de la part de son entourage).

D'où provient cette richesse ? Peut-être de la spéculation financière, mais encore plus sûrement de la possession directe ou indirecte des plus grandes entreprises mondiales. Or, en 2006, les profits de celles-ci ont explosé. Le montant cumulé des bénéfices nets déclarés des 500 plus grandes sociétés mondiales s'élevait à près de 1.530 milliards de dollars. C'est quasiment le double du PIB indien. En 2005, le profit cumulé ne se montait qu'à 1.219 milliards de dollars. Une hausse de plus de 25% en un an.

Parmi ces 500, les 200 plus grandes firmes industrielles ont réalisé, en 2006, un profit global de 679 milliards de dollars. Celui-ci a surtout augmenté une première fois dans les années 90. Puis, il y a eu le krach des valeurs technologiques au Nasdaq en 2000-2001. D'où une chute à ce moment. Depuis lors, les bénéfices sont repartis de plus belle. La progression annuelle moyenne se chiffre à 14,3% de 1991 à 2006, mais à 35% depuis 2001. Quel salarié a-t-il vu ses revenus s'accroître de cette manière durant toute ces périodes?

Même constat pour les 50 plus grandes compagnies financières: une croissance phénoménale des bénéfices. En 2006, ceux-

ci atteignaient 357 milliards de dollars. Une progression de 17,5% en moyenne annuelle de 1994 à 2006 et de 26% pour les années 2001-2006.

Les bénéfices cumulés des 200 plus grandes firmes industrielles et des 50 plus grandes sociétés financières s'élèvent donc en 2006 à 1.035 milliards de dollars. C'est l'équivalent environ du PIB du Brésil, un des pays géants de la planète. C'est davantage que celui de toute l'Afrique.

Evidemment, on pourrait dire tant mieux. Si les entreprises sont de plus en plus lucratives, cela va profiter à l'investissement, à l'emploi et, en définitive, à tout le monde. Mais il n'en est rien.

Les investissements stagnent. Que ce soient les firmes industrielles ou les établissements financiers, ils consacrent en moyenne un tiers à la rémunération de leurs actionnaires. Mais une des grandes nouveautés des grandes entreprises est de racheter leurs propres actions pour faire monter le cours boursier. Ainsi, les deux plus grandes banques américaines, Citigroup et Bank of America, ont consacré 20 milliards de dollars à cette opération durant les deux dernières années. Mais c'est moins que le Crédit Suisse qui en a dépensé 29 milliards de dollars, dont près de 19 milliards rien que pour 2006.

Inutile de préciser que l'effet sur l'emploi est inexistant. Depuis 1973, l'emploi des 200 plus grandes firmes industrielles tourne autour de 18 millions.

Cette répartition inégale des richesses n'est pas seulement injuste. Elle est dangereuse et peut entraîner une crise économique majeure. Car que relève le rapport de Merrill Lynch et de Capgemini? Que la consommation des biens de luxe est en augmentation. C'est-à-dire que la consommation pour un petit nombre, une élite, s'accroît. Mais est-ce là un projet qui peut continuer?

Patrick Artus, économiste en chef de la Caisse des dépôts et consignations (banque en-core publique), et Marie-Paule Virard, rédac-

# AGCS

## Idéologie et économie: même combat?

Lorsque l'on se penche sur le dossier de l'AGCS et que l'on cherche quelque secours du côté de la science économique, on se heurte à une abondante littérature qui vante les bienfaits de la concurrence dans le secteur des services. Cependant, force est de constater que les économistes n'ont pas toujours développé un tel point de vue. Bien au contraire.

### Monopole naturel et AGCS

Ainsi, Léon Walras, pourtant le père de la révolution néoclassique en économie, estimait que "la concurrence ne peut autoriser un nombre indéfini d'entrepreneurs à enfouir des tuyaux dans les rues. Le monopole est inévitable" (1). A l'époque où Walras écrivait ces lignes, l'éducation n'était pas encore gratuite en France. Où ce n'est qu'en 1881 que les lois Ferry instaureront l'école publique, laïque et gratuite.

Posons d'emblée un constat. Les raisons pour qu'un secteur soit public ou privé ne sont pas exclusivement économiques. La chose est davantage affaire de volonté politique, donc de rapports de force entre groupes sociaux. La présente analyse envisagera de faire le point sur les mécanismes sociaux qui ont fait évoluer l'opinion des économistes au sujet des services publics. Mais chaque chose en son temps, définissons d'abord ce qu'est l'AGCS.

L'AGCS (pour Accord général sur le Commerce des Services), c'est un accord

passé dans le cadre de l'OMC en vue de promouvoir la libéralisation des échanges de services. En résumé, l'AGCS se propose d'introduire de la concurrence dans la fourniture des services au public dans des domaines aussi variés que les services postaux, la santé ou l'éducation. Pour y parvenir, il faut ouvrir ces secteurs aux acteurs publics.

Comme nous le signalons en introduction à la présente analyse, les services n'ont pas toujours été considérés comme un secteur d'activité devant être soumis à la rude épreuve de la concurrence. Au contraire, bien des activités de service ont longtemps été envisagées comme exclusivement liées à un l'activité et l'autorité de l'Etat. A ce titre, elles ne devaient donc surtout pas, selon l'opinion dominante des économistes de l'époque, faire l'objet de mesures de libéralisation. Par exemple, les chemins de fer ou les services postaux ont été pendant longtemps présentés par les économistes comme un "monopole naturel" de l'Etat. Cela a bien changé depuis. Ce constat appelle bien des commentaires.

A commencer par ces fameux monopoles naturels. La définition des secteurs faisant l'objet de ces monopoles dits naturels est pour le moins fluctuante. Il y a 30 ans, c'était une évidence pour quasiment tout le monde:

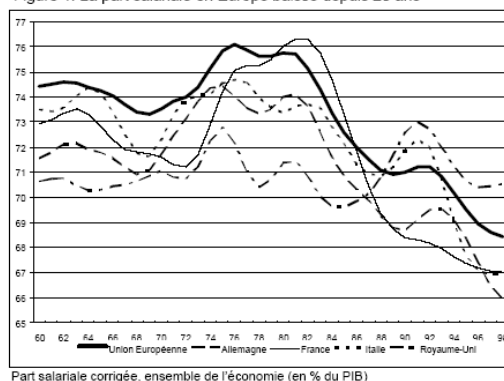
les services postaux et les réseaux d'énergie constituaient un monopole naturel. Aujourd'hui, c'est le contraire. Ainsi, nous acheminons-nous, par exemple, vers la libéralisation intégrale des services postaux en Europe.

Dans le passé, on a justifié l'existence des monopoles naturels par l'importance des investissements nécessaires à la mise en œuvre d'un service à la population. Seule la puissance publique avait, disait-on à cette époque, les moyens de réaliser ces investissements de départ. Et si c'était une question de rapports de forces?

### Des rapports de force systématiquement favorables aux possédants

Si la thèse du monopole naturel ne tient plus, cela signifie que acteurs privés peuvent consentir les investissements nécessaires à la mise en œuvre d'un service

Figure 1. La part salariale en Europe baisse depuis 20 ans



Part salariale corrigée, ensemble de l'économie (en % du PIB)

... Suite en page 4

trice en chef du magazine Enjeux-Les Echos, s'inquiètent: «La hausse de la part des profits dans le revenu n'a donc pas d'effet favorable sur l'offre, puisqu'elle ne stimule pas l'investissement, et a un effet défavorable sur la demande puisqu'elle résulte de la compression des salaires distribués, particulièrement en Europe et au Japon». Ils concluent: «Le piège à croissance faible tourne à plein régime» (6).

Or, la croissance lente est la définition de la crise économique structurelle, celle qui provoque le chômage et dont on ne sort pas. D'autant que l'appétit des nouvelles sociétés financières ne pourra sûrement pas se rassasier d'une progression ralentie des profits. La bataille pour la redistribution, mais aussi pour la logique même de la production capitaliste, n'en sera que plus intense.

Henri Houben

(1) Un dollar vaut environ 1,25 euros. Donc un million de dollars représente 800.000 euros.

(2) Merrill Lynch & Caggemini, World Wealth Report 2007, p.3.

(3) Le Produit intérieur brut (PIB) calcule la richesse marchande créée en un an dans un territoire. C'est l'indicateur économique de référence, même s'il est contestable et contesté.

(4) Merrill Lynch & Caggemini, op. cit., p.2.

(5) Soit 2.000 euros par mois.

(6) Patrick Artus et Marie-Paule Virard, Le capitalisme est en train de s'autodétruire, éditions La découverte, Paris, 2007, p.40-41.

à la population (2). Donc, c'est qu'il y a plus de capital qu'autrefois. Et nous travaillons tous pour que cette accumulation soit possible. Et c'est bien là que le bât blesse. Car on observe depuis des décennies une rémunération croissante du capital au détriment du travail. Comme le prouve la figure suivante.

Partout en Europe, la part des salaires dans la valeur ajoutée a baissé au cours des 25 dernières années. Elle est passée de 75% en 1960 à un peu plus de 65% vers la fin des années nonante. Cette diminution a surtout commencé à partir des années 80. Attention: ce graphique ne veut pas dire que les salariés sont devenus plus pauvres qu'avant. Car on produit plus de richesses par rapport au passé. Simplement, cette augmentation de la richesse produite profite plus aux employeurs qu'aux travailleurs. En clair, le gâteau a grandi. Mais la part des travailleurs a diminué. Première leçon : une société de disette salariale (3) ne fait pas la promotion des services publics. Il n'y a évidemment pas qu'ici, qu'on souque ferme dans les entreprises. Les capitaux excédentaires, on doit bien en faire quelque chose. On peut décider de les envoyer au Sud. Où là aussi, on travaille dur. Et où de surcroît, on paie des dettes. Et ça rapporte gros. Jugez plutôt.

«Dans les pays de la périphérie, la productivité augmente plus vite que les salaires dans une proportion de 50%. Une majorité de travailleurs font partie d'une "armée de réserve" permanente, car on ne voit guère comment ils seraient intégrés dans un rapport direct capital-travail, sauf dans quelques lieux "privilégiés" de délocalisation de la production. (...) La pression sur le coût du travail des périphéries n'en sera que plus efficace et elle se traduira par l'allongement des heures prestées et l'insertion des femmes et des

enfants dans le procès de travail (...). Un autre mécanisme bien connu est celui de la dette (...). L'Université nationale du Mexique a calculé qu'en une vingtaine d'années le solde des flux s'est élevé à près de cinq trillions de dollars, faisant du Sud un fournisseur de capitaux pour le Nord (4)»

### Résumons-nous

La libéralisation des services publics apparaît comme une évidence pour bien des auteurs contemporains. Il n'en était pas de même pour certains de leurs célèbres prédécesseurs. Ainsi, pendant longtemps, les économistes ont justifié l'existence des services publics en évoquant l'hypothèse des monopoles naturels. Cette théorie reposait sur l'idée que les investissements nécessaires à la mise en œuvre de services publics étaient trop importants pour des acteurs privés. Aujourd'hui, force est de constater que la théorie des monopoles naturels a pris du plomb dans l'aile. Car du capital privé, il y en a de nos jours. Et même beaucoup. Cette surabondance trouve son origine dans des rapports de forces systématiquement défavorables au travail face au capital. Au Nord, la part des salaires dans la valeur ajoutée n'a cessé de baisser au cours du dernier quart de siècle. Tandis que le Sud (où les salaires croissent moins vite que la productivité, tout bon pour les profits) contribue à la multiplication des capitaux en versant des sommes faramineuses au Nord au titre du remboursement de la dette. La science économique au service des dominants, voilà qui remet évidemment en cause la scientificité de certaines "théories". Une pièce de plus à verser au dossier des rapports ambigus qu'entretiennent économie et idéologie.

Xavier DUPRET  
(GRESEA - 23/10/2007)

(1) Léon Walras, "des chemins de fer comme services publics et des monopoles économiques, 1875  
(2) Service rendu aux conditions du marché. De puis 1993, le secteur des postes est libéralisé en Suède. Depuis 2002, il ne reste plus que deux acteurs sur le terrain : l'opérateur historique (l'ex-poste suédoise) et un seul concurrent privé qui ne couvre que les zones rentables, à forte densité de population. Ce qui a contraint l'opérateur historique à augmenter ses tarifs (le prix du timbre à plus de 70%) face à cette concurrence nouvelle et sélective et à fermer plus de 50% de ses bureaux. A tel point que les usagers souhaitent à 89% revenir à l'ancien système de fourniture des services postaux. Source:

D.Horman., "Vers la libéralisation du service postal" in Contrastes, n°120, mai-juin 2007 (on retrouve cet article sur le site du Gresea : [www.gresea.be](http://www.gresea.be))

(3) Cette tendance à la paupérisation du monde du travail et à la dégradation des conditions de travail dans l'entreprise a été analysée dans une des productions du Gresea "Capital contre travail. L'offensive sur les salaires" par Xavier DUPRET, Erik RYDBERG et Henri HOUBEN, Ed.Couleurs livres, Bruxelles/Charleroi, 2007.

(4) F.Houtard, "Délégitimer le capitalisme. Reconstruire l'espérance", Ed.Colophon, Bruxelles, 2005, pp.22-24.."

# Carte blanche NUITS DE

Ce devait être en juin 1993. Quelques jours après la mort atroce de cinq Turques dont une femme, une adolescente et trois fillettes dans un incendie raciste bouté par des Néonazis à Solingen, une manifestation composée de membres de la communauté turque et d'antiracistes belges était organisée dans les rues de Schaerbeek.

Parmi les manifestants, tout le spectre politique de l'immigration turque était représenté: des marxistes du DHKP-C (qui à l'époque s'appelaient encore Dev Sol), aux Loups Gris fascistes du MHP en passant par les Islamistes du Milli Görüs.

Naturellement, je me suis agglutiné au cortège des révolutionnaires turcs dont les mots d'ordre se rapprochaient de mes aspirations: louange à la fraternité entre les peuples, condamnation du racisme et du fascisme... Peu à peu, je m'aperçus que la tête de la manifestation changeait de caractère et de rythme, que de manifestation antiraciste paisible, elle était devenue virulemment raciste, les «Loups Gris» faisant étalage de leur fécondité masculine à l'endroit (et surtout à l'envers) du peuple allemand aux cris de «Un Turc b... mille Allemands».

Quatorze ans après, tout en ressentant une profonde compassion envers les familles des soldats turcs tués ces derniers jours (autant que pour les familles des maquisards kurdes qui ont connu le même sort), je me suis bien gardé de me rendre aux manifestations organisées en leur hommage. Je n'ai suivi les événements que via la Toile, la télé et les témoignages directs des familles kurdes et arméniennes victimes de la furie fasciste.

Comme tous les démocrates, ces événements m'ont profondément indigné et révolté mais sont loin de m'avoir surpris. Quand des stars du show-biz, des joueurs de football et l'ensemble de la classe politico-militaire turque se mettent au garde-à-vous pour honorer la mémoire des «soldats martyrs» en criant vengeance et quand on connaît la place que la Turquie occupe dans le quotidien des jeunes délinquants bruxellois d'origine turque soumis de surcroît au fascisme de proximité véhiculé par les «foyers» des Loups Gris, on ne s'étonne vraiment pas de cette explosion de violence. D'autant que ce n'est pas la première fois que cela arrive en Belgique.

En Turquie, ce sont des scènes quasi familiales depuis... avril 1915 ! Ce que l'on appelle «génocide arménien» ne fut hélas pas le seul fait d'hommes en uniformes. De simples citoyens

# CRISTAL A TROIS LUNES <sup>(1)</sup>

ottomans turcs et kurdes aveuglés par une haine religieuse attisée par le régime jeune-turc des sinistres Enver et Talaat Pacha ont aussi participé aux massacres, aux viols et aux pillages des Arméniens et des autres minorités chrétiennes. Mais le pogrome est un modus operandi des hordes nationalistes qui ne vise pas uniquement les minorités ethniques et religieuses. Ainsi, trente ans après le massacre des Arméniens, le 3 décembre 1945, les locaux de la gazette de gauche «Tan» dirigée par le couple Sabiha et Zekeriya Sertel ainsi qu'une imprimerie et de nombreux kiosques à journaux subissent l'ire de 20.000 manifestants armés de haches et de masses. Galvanisée par des étudiants de droite hurlant «A bas le communisme, à bas les Sertel», les manifestants sèment la terreur sur tous les journalistes de gauche. Ces incidents ainsi que de multiples condamnations contraignent Zekeriya Sertel et son épouse Sabiha à s'exiler.

Les 6 et 7 septembre 1955, soit dix ans plus tard, Grecs, Arméniens et Juifs de Turquie subissent deux interminables nuits de cristal : au total 5.317 édifices appartenant aux communautés juive, arménienne et grecque dont 4.214 commerces, 1004 maisons, 73 églises, une synagogue, deux monastères et 26 écoles sont mis à sac et incendiés. L'élément déclencheur : un attentat contre le domicile d'Atatürk à Thessalonique imputé par le régime d'Ankara aux communistes turcs. De l'aveu même du général de corps d'armée Fatih Güllapoglu, c'est le «département de guerre spéciale» (Özel Harp Dairesi, antenne de la CIA) qui planifia cet attentat impliquant par ailleurs deux attachés du consulat turc arrêtés en flagrant délit par la police grecque !

Sur la liste des indésirables, il y a les Arméniens, les Grecs, les Juifs, les socialistes mais aussi la communauté religieuse progressiste des Alevis.

Le 19 décembre 1978, un membre des jeunesses fascistes dénommé Ökkes Kenger (4) lance une bombe artisanale dans une salle de cinéma où l'on projetait un film anticomunisme (5). Les spectateurs, pour la plupart des militants fascistes et forces de l'ordre font, eux aussi, partie du plan. Ces derniers s'enferment dans leurs casernes et leurs commissariats pour laisser faire les émeutiers. En l'espace de quelques heures, les spectateurs sont rejoints par une foule de Loups Gris venus des provinces avoisinantes. Aux cris de «Abattez tous les alevis communistes» et de «Tuez un kizilbas (6)

et vous irez au paradis», ils investissent les quartiers habités par la communauté alévie et les militants de gauche, dont les maisons ont été marquées de croix la veille. Le carnage est indescriptible : des femmes sont assassinées puis violées, celles qui sont enceintes sont éventrées. Des vieillards sont achevés à coups de hache. Des bébés sont cloués aux arbres. Les victimes ont les yeux crevés avec des tournevis. Certaines sont décapitées ... Au 24 décembre, les chiffres officiels avancent le bilan de 111 morts et de plus de mille blessés. Des pogromes similaires sont perpétrés dans d'autres villes à forte densité alévie et connus comme étant des bastions de gauche, notamment à Malatya (avril 1978) et à Corum (mai 1980). Le pogrome de Kahramanmaraş marque un pas décisif vers la prise de pouvoir par la junte militaire. La dictature du général Kenan Evren qui débute par un putsch le 12 septembre 1980, remplace la terreur des Loups Gris... jusqu'au 2 juillet 1993 où, à Sivas, plusieurs milliers d'entre eux et d'islamofascistes cernent un hôtel où sont retranchés des artistes et des intellectuels de gauche venus participer à un festival alévi. Les assaillants boutent le feu à l'hôtel sous le regard bienveillant des soldats et des policiers. Bilan : 37 personnes sont brûlées vives parmi lesquels des musiciens, des écrivains et des journalistes pris pour cibles en raison de leurs idées progressistes et laïques.

Depuis 2005, les actions armées de la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans l'Est anatolien sont le nouveau prétexte à des actes de lynchages et des pogromes anti-kurdes. Jours et nuits, des patrouilles de «Loups Gris» décidés à exterminer les «bâtards», les «terroristes», les «séparatistes» et autres «traîtres à la patrie», sèment la terreur dans les rues d'Istanbul, d'Ankara, de Trabzon ou d'Izmir. Ces mêmes loups guettent dans les rues de Bruxelles la moindre occasion pour terroriser les communautés anatoliennes non turques de Saint-Josse. Quatorze ans après la manifestation antiraciste de Bruxelles en hommage aux victimes de Solingen, nos Loups Gris n'ont rien perdu de leur libido : «Nous entrerons en Irak, nous b... vos mères» criaient-ils dimanche dernier durant leur procession militaire nocturne digne des chemises brunes sur le boulevard de la petite ceinture. La ceinture étant irrémédiablement la hauteur maximale que l'esprit de ces nazillons puisse atteindre.

Sections d'assaut hitlériennes ou skinheads de Solingen, Loups Gris stambouliotes ou bruxellois, leurs victimes sont toujours les mêmes :

les minorités, qu'elles soient ethniques, culturelles, religieuses ou politiques. Motif de leur haine : la différence de leurs victimes.

Quand aux semeurs de haine de «notre terroir à nous», ils n'ont pas tardé à montrer le bout de leur museau en lançant leur nauséabond : «Belgique, tu l'aimes ou tu la quittes». Cette surenchère raciste et xénophobe, toute aussi condamnable que celle des Loups Gris, ne fera que raviver les tensions et rendra celles-ci encore plus incontrôlables. L'heure est résolument à la fraternisation entre les communautés. Ce projet ne sera possible que si les autorités fédérales et communales, l'ensemble des partis démocratiques et le réseau associatif engagent un combat résolu contre les fascismes d'ici et d'ailleurs. Ni stigmatisation, ni répression de la communauté turque mais promotion de sa culture et de ses penseurs humanistes tels Cheikh Bedreddine, Mevlâna Djâleddine Roumi, Yunus Emre ou Pir Sultan Abdal en lieu et place des éloges à la puissance et aux conquêtes militaires omniprésents dans les médias turcs et les discours des élus belgo-turcs, telle est peut-être la solution. Du moins, un moyen qui nous permettrait d'empêcher la tombée d'une nuit de cristal (à trois lunes) sur la grisaille (de loup) tennodoise.

**Bahar Kimyongür**  
28 octobre 2007

(1) Les trois lunes en croissant sur fond rouge apparaissent sur l'étendard ottoman. Elles symbolisent les trois continents conquis par l'Empire ottoman. C'est aujourd'hui le logo et le drapeau officiel du Parti d'action nationaliste (MHP), le parti-fasciste-des «Loups Gris».

(2) Dans le quotidien Milliyet du 11 septembre 2005 Süleyman Demirel ex-président de la République avoue également avoir participé à l'assaut de l'imprimerie du quotidien Tan.

(3) Can Dündar, Milliyet, 10 septembre 2005

(4) Après le pogrome de Kahramanmaraş, il modifia son nom de famille en «Sendiller» pour éviter les représailles des militants de gauche. Il sera l'un des fondateurs du parti fasciste de la Grande Union (BBP), une scission du MHP et deviendra député à l'assemblée nationale.

(5) Réalisé par Mehmet Kiliç, le film projeté s'intitule : «Günes ne zaman dogacak» (Quand le soleil se lèvera-t-il). Le rôle principal, celui d'un agent soviétique qui se réfugie en Turquie, est campé par une vedette du cinéma turc d'action : Cüneyt Arkin.

(6) Kizilbas (se prononce Kizilbach) signifie littéralement «tête rouge» en raison de la couleur du couvre-chef des nomades turkmènes de la confrérie safavide de rite chiite qui se rebellèrent au XVIe siècle contre l'Empire ottoman.

# Compte-rendu des deux premières audiences

## PROCES DHKP - C

**«Jeudi, le président Libert interroge les inculpés. Vendredi, le Procureur Delmulle fait comme d'habitude et abroge la vérité»**

### Bon à savoir

Le bus de Lijn a son arrêt juste au pied de l'immeuble abritant la Cour d'Appel. Pour ceux qui arriveraient en train à la gare centrale d'Anvers, c'est vraiment des plus faciles. Justice d'Appel : une fois dépassées les portes d'entrée d'un bâtiment vaguement moderne mais franchement laid, on doit donner «à la garde» sa carte d'identité en échange d'un badge numéroté, puis passer sous un portail détectant d'éventuels objets métalliques «non admis». Il faut dire que la présence policière est plutôt mesurée, voire discrète (rien à voir avec l'atmosphère pesante et suspicieuse ayant survolté les audiences à Bruges puis à Gand).

### Jeudi 8 novembre

14 heures: le procès «Erdal et consorts» recommence donc depuis le début. La Chambre d'Appel se trouve au premier étage. Une bonne cinquantaine d'amis de toutes sortes s'y sont donné rendez-vous. Une chambre à trois juges (le Président Stefaan Libert, ainsi que ses deux juges-asseesseurs: I. Van Dijk et J.P. Vanden Eede); plus les deux représentants du ministère public (le Procureur fédéral Johan Delmulle et sa «main galante» Leen Nuyts); quatre prévenus (sur sept personnes poursuivies): Sükriye Akar; Musa Asoglu, Bahar Kimyongür et Kaya Saz; cinq avocats pour la défense des inculpés (Carl Alexander; Paul Bekaert et... son fils Simon; Raf Jaspers et Nadia Lorenzetti). Face à eux, esseulé : Kris Vinck, avocat de l'Etat turc «partie civile officieuse» (1). Sur les bancs de la «presse»: cinq journalistes dont Mehmet Özdemir, ce reporter payé à la pièce pour toute information qu'il aura pu glaner –puis-qu'il est, en réalité, un agent informateur des services secrets turcs...

Jeudi 8 novembre. Cette première audience «sur le fond» va constituer une vraie première: le Président du tribunal a décidé de consacrer

tout l'après-midi à l'interrogatoire des quatre prévenus présents. Selon le même scénario. Quand, après Musa Asoglu arrivera le tour de Sükriye Akar, on le comprendra : lui sera posée la même trame de questions (une bonne vingtaine) dans la même chronologie (pour Musa et Bahar, le Président sollicitera toutefois d'autres réponses spécifiques, liées aux allégations particulières qui leur sont reprochées par le ministère public). Questions-type: «Selon vous, que signifie le sigle DHKP-C?»; «Quels sont les objectifs de cette organisation, que veut-elle?»; «Quelle est la différence entre le DHKP et le DHKC?»; «Quels en sont les dirigeants?»; «Etes-vous pour la révolution?»; «Quels moyens le DHKP-C utilise-t-il pour atteindre ses buts?»; «Ce mouvement agit de manière violente. Etes-vous d'accord?»; «L'organisation pratique-t-elle la torture?»; «D'où l'organisation se procure-t-elle de l'argent? Pratique-t-elle le racket?»; «L'organisation recoure-t-elle à la peine de mort?»; «Comment avez-vous connu les autres accusés? Quelles activités avez-vous eues avec chacun d'eux? Quel jugement portez-vous sur chacun d'eux?»...

En réalité, cette suite express de questions-réponses (destinées, sans doute, à quelque peu éclairer la Cour sur l'engagement et l'implication des uns et des autres) sera finalement plus négative qu'explicative: les inculpés devront s'en tenir à des réponses trop lapidaires, trop ramassées que pour être entendues et acceptées –un exercice à la va-vite, rendant impossible toute explicitation sur les raisons profondes de leur militance, sur le contexte historique dans lequel elle se sera développée (l'état de violence par lequel l'Etat a toujours régenté et continué d'administrer la société turque ainsi que les peuples qui la composent).

Musa Asoglu, à propos de «violences»: «Moi, je vis aux Pays-Bas. Là-bas comme en Belgique, tout ce que j'ai fait s'est toujours passé dans un cadre légal. Ni le DHKC, dont je suis membre, ni le DHKP n'ont jamais commis et n'ont jamais voulu commettre le moindre acte violent en Europe. En Tur-

quie, l'organisation a justement abattu des policiers tortionnaires ou des maffieux liés et protégés par des officines d'Etat. Les armes retrouvées à Knokke étaient destinées à protéger Fehriye Erdal que des nervis, payés par Ankara, avaient été chargés d'assassiner par tous les moyens».

Détail qui a son importance, dans une affaire où le Ministère public n'a jamais cessé de trousser la réalité pour mieux détrousser la vérité: Musa répondra à S. Libert..., «Oui dans la Lancia, que je conduisais lorsque la police m'a appréhendé, se trouvait bien une antenne parabolique. Que je sache, ce n'est pas illégal. Par contre était illégale mon arrestation par les policiers belges: car elle a eu lieu sur le territoire hollandais».

Sükriye Akar (qui, plus d'une fois, a fait sourire les juges et rire le public): «Selon le Procureur Delmulle, j'aurais déclaré –lors du procès à Gand– être une dirigeante, et avoir milité depuis ma prime enfance pour la Révolution. D'emblée, je veux l'affirmer ici devant vous: je n'ai jamais dit ça. Il a tout inventé!». «A quel titre suis-je impliquée dans l'affaire présente? Mais, Monsieur le Président, moi-même je me le demande encore. Sauf que, j'ai fait 14 mois de prison pour rien». «Vous me demandez qui est Musa Asoglu? Je vous le réponds tout net: c'est un très-très... chic type. Bahar Kimyongür? C'est une victime collatérale du 11 septembre 2001 et de l'hystérie antiterroriste. Il n'a rien fait de mal. Il n'a rien à faire dans cette affaire. Ni moi non plus, du reste...». Le Président: «Etiez-vous présente le 26 septembre 1999 dans l'appartement de la Zeedijck à Duinbergen?». Sükriye: «Jamais de la vie, vous entendez. Et c'est prouvé!» (2).

Bahar Kimyongür: «Je suis un militant, un militant marxiste. Je ne suis pas membre du DHKP-C. Je n'ai rien à voir avec la violence. Que je réprouve. Vous me demandez ce que signifie Parti-Front «révolutionnaire»? «Révolutionnaire» est un adjectif tellement galvaudé... Vous savez: dès que l'industrie lance un modèle de voiture muni d'un nouveau klaxon, la publicité le promou-

# en date des 8 et 9 novembre 2007 (ANVERS)

comme un achat "révolutionnaire"... Ce dont je suis sûr, par contre : dans l'idée de "Révolution", il y a la lutte pour l'indépendance, la justice sociale, le respect des minorités, la fin de l'exploitation».

Kaya Saz: «Le but du DHKP-C? Renverser le régime fasciste en Turquie et lui substituer le socialisme. Vous comprenez ?».

A 16 heures : si tout n'a pas été dit, le premier juge du tribunal semble –lui– «informé» à suffisance. La suite est donc renvoyée au lendemain avec les interventions du Ministère public.

Quelques minutes plus tard sur les marches du Palais, toutes les personnes venues à Anvers pour cette audience inaugurale, se sont mises bras dessus-bras dessous, bien serrées, pour une dernière photo. A côté de Deniz Demirkapi (attendant que tout le monde soit en place pour faire fonctionner son numérique), il y a tout à coup un type qui lui aussi nous fait face pour nous photographier. Mehmet Özdemir.

## Vendredi 9 novembre

9 heures du matin : changement d'ambiance. On ne compte pas plus de camarades, dans les travées réservées au public, que les doigts d'une seule main. Quand on arrive, avec dix minutes de retard suites aux embouteillages sur le ring de Bruxelles, Leen Nuyts vient juste de commencer à lire –d'une voix monotone et égarée– un descriptif au vitriol : la menace et la malfaisance que représente, selon le Parquet fédéral (reprenant là le point de vue des Etats-Unis et d'Ankara), le DHKP-C –une organisation dont le Quartier général pour toute l'Europe était «clandestinement installé à la côte belge».

A peine un quart d'heure après ce premier «réquisitoire», c'est au tour de Delmulle à intervenir. A l'instar de la veille, il est flanqué de deux garde du corps, des malabars qui –en tous temps et en tous lieux– traînent à ses guêtres. Comme c'est déjà la troisième fois (au moins) que le magistrat fédéral se doit de résumer le dossier pénal, ça roule : il n'aura aucun égard pour le souci du détail. L'essen-

tiel de sa «plaidoirie» portera sur les incriminations retenues, la légitimité (au regard des faits énoncés) à les appliquer aux prévenus. Premier «coup de force» dans ses allégations à l'emporte-pièce: pour le représentant du ministère public, il y a une incontestable nécessité de condamner les prévenus du fait d'appartenance à une association de malfaitteurs «à visée terroriste»..., alors que cette notion n'existe pas dans le Droit pénal belge. Peu importe.

Pour soutenir l'attention et souligner l'importance de ses propos, Delmulle n'hésite d'ailleurs pas, utilisant tous les moyens susceptibles d'aviver l'intérêt des trois juges: ainsi, à un moment, il brandira la mitrailleuse ERO (retrouvée dans la Lancia véhiculée par Asoglu) ; juste plus tard, il tentera de paniquer S. Libert et ses deux assesseurs en se référant à des documents «où le DHKP-C évoque l'importance d'user de la dynamite et de l'uranium (sic)». Comme à Bruges et à Gand, le magistrat va entretenir à volonté la confusion, obligé –pour asseoir sa démonstration– d'évoquer non pas des faits commis en Belgique, mais aux Pays-Bas et en Allemagne. Ainsi fera-t-il référence aux «trafics d'héroïne, via une firme de transport international liée au DHKPC» (une histoire-bidon de financements occultes, intentionnellement travestie par ce faussaire en magistrature). Ou s'appesantira sur plusieurs dizaines de photos où «on voit clairement d'ex-militants ayant été exécutés par l'organisation» (alors qu'ici aussi J. Delmulle refuse de faire une critique exhaustive des documents qu'il produit)...

Revenant évidemment sur la qualification de «dirigeants d'une organisation terroriste» (incrimination portée à l'encontre d'Asoglu et de Kimyongür), c'est encore le même Delmulle qui trahira (comme à Bruges, comme à Gand) le contexte réel dans lequel s'était passée la fameuse conférence de presse du 28 juin 2004 à Bruxelles: «Non, c'est de leur propre initiative qu'Asoglu et Kimyongür ont distribué ce jour-là aux journalistes présents un communiqué du DHKPC revendiquant un attentat»...

En réalité, cette conférence de presse n'avait jamais cessé d'être parasitée par les interventions pressantes et répétitives d'un des «journalistes» présent sur place, interpellant sans cesse les organisateurs sur un tout autre sujet que le Sommet de l'OTAN ayant lieu le même week-end à Ankara. Sur une cassette-vidéo où est enregistrée toute la scène (cassette diffusée devant les juges de la Cour d'Appel de Gand), on voit d'ailleurs Musa Asoglu (l'un des deux porte-parole de la conférence) être interrompu à plusieurs reprises, en cours d'exposé, par ce «reporter» turc à propos de l'attentat raté. «Nous ne sommes pas ici pour cela, mais pour parler de Resistanbul»: sont exemptes de toute ambiguïté la réponse d'Asoglu au journaliste singulièrement insistant et la traduction par Bahar de certains passages du communiqué (tels que lus par Asoglu), où le DHKP-C prend l'entière responsabilité de la tragédie, s'en excuse auprès de l'opinion et des parents des victimes. Dans pareil contexte, où les deux protagonistes expressément sollicités ne pouvaient se dérober à l'insistance d'un prétendu journaliste turcophone, il est donc parfaitement malhonnête de continuer à affirmer (à l'égal du magistrat fédéral) qu'Asoglu ou Kimyongür auraient décidé «de leur propre initiative» de «lire», traduire et distribuer le fameux communiqué à la presse. Précision importante, le nom du journaliste impétrant: Mehmet Özdemir...

Dernier cador de la journée du vendredi ? Kris Vinck. L'avocat de la partie turque. Pour trois-quarts d'heure à charge du DHKP-C et des prévenus. Deux effets de manche, parmi beaucoup d'autres: quand pour émouvoir le tribunal, Vinck a comparé le multimilliardaire O. Sabanci (dont la Justice soupçonne F. Erdal d'avoir participé à l'exécution) au vicomte Davignon ; ou quand il a révélé que le DHKP-C n'hésitait pas à s'en prendre à des juges abhorrés.

Jean FLINKER  
www.leclea.be

- (1) Une partie très peu civile
- (2) Sükriye : condamnée sans motif...



■ Dernier vendredi de chaque mois à 18h  
**Masse Critique**

**Manifestation à vélo pour le vélo**

Comme dans 300 autres villes du monde, chaque dernier vendredi du mois, les cyclistes de Bruxelles se rassemblent pour une ballade/manifestive. Départ Porte de Namur.

Infos: <http://placeovelo.collectifs.net>

# NOVEMBRE

■ Du 15 novembre au 27 avril 2008  
**Expo: 10e Triennale internationale de l'affiche politique**

Au Mundaneum (rue de Nimy à Mons)  
infos: [www.affichepolitique-mons.com](http://www.affichepolitique-mons.com)

■ Mardi 20 à 20h  
**Conférence: Croissance, consommation, progrès ... et après ?**

**Pour sortir de l'impasse Autre croissance ou décroissance économique?**

Comment tendre vers un système plus équitable et moins gourmand en ressources?

- La croissance économique est-elle nécessaire?

- Faut-il sortir de l'économisme pour une société d'acroissance (comme on parle d'athéisme) ou encore de "décroissance"?

Avec Isabelle Cassiers (Docteur en économie et professeur à l'UCL) et Frédéric Delcor, (Directeur de l'Institut Emile Vandervelde)

Quand? 20h00-22h00

Où? Maison des femmes - Rue Blanche, 29 - 1050 Bruxelles

Plus d'infos:

<http://www.iewonline.be/spip.php?article975>

Tous les dessins de Titom sont mis à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0 et téléchargeables sur [www.bxl.attac.be/titom](http://www.bxl.attac.be/titom)

Le contenu des articles n'engage que leur(s) auteur(s). La rédaction d'Angles d'Attac les considère comme intéressants et donc dignes d'être publiés. Mais il ne s'agit en aucune façon de position officielle de l'association.



■ Du 22 novembre au 3 décembre  
**Festival du Cinéma d'Attac**

Une semaine de cinéma et de débats pour échanger des idées, se rencontrer et découvrir certains chemins qui mènent à un autre monde..

Au Botanique (Bruxelles)

Plus d'infos: voir pages en encart ou sur [www.bxl.attac.be/cinema](http://www.bxl.attac.be/cinema)

■ Du 22 novembre au 27 avril 2008  
**Expo Migrations**

Sélection d'affiches politiques issues de la collection de la triennale et du Mundaneum. Au Botanique (Bruxelles)

Plus d'infos: [www.botanique.be](http://www.botanique.be)

■ Mardi 27 de 10h à 17h  
**Conférence: Cuba, à la croisée des chemins**

**Après Fidel, quelle transition?**

A la Maison de l'Amérique Latine (Place Flagey, 7 - 1050 Bruxelles) Rue du Poinçon - 1000 Bxl). Entrée gratuite

Infos et inscriptions: 02/5359380

[info@america-latina.be](mailto:info@america-latina.be)

■ Vendredi 30 à 19h30  
**Conférence: Palestine, 60 ans de partage?**

**A l'occasion de la Journée internationale des Nations Unies pour les Droits inaliénables du Peuple palestinien**

Avec Nur MASALHA (historien palestinien), Ilan PAPPE (historien israélien), Leïla SHAHID (Délégue générale de la Palestine auprès de la Belgique, le Luxembourg et l'Union européenne) et un représentant de l'UNRWA (à confirmer)

A l'IHECS (Rue du Poinçon - 1000 Bxl)

Infos: 02/2230756 – [abp.eccp@skynet.be](mailto:abp.eccp@skynet.be)

[www.association-belgo-palestinienne.b](http://www.association-belgo-palestinienne.b)

# DECEMBRE

■ Les 4 et 5 décembre de 9h à 17h  
**Journées d'études: Où va l'Amérique latine ?**

**Les virages à gauche et leurs défis**

A l'ULB - Salle Dupréel (Avenue Jeanne 44, 1050 Bruxelles). Stands librairie et verre de l'amitié les deux jours

Inscription (souhaitée!) et renseignements:

02-650 22 81 - [sedif@admin.ulb.ac.be](mailto:sedif@admin.ulb.ac.be)

ou 02-241 84 20 - [publications@grip.org](mailto:publications@grip.org)

Plus d'infos: [www.panoramica.be](http://www.panoramica.be)

[www.grip.org](http://www.grip.org) [www.sedif.org](http://www.sedif.org)

PAF: 5 euros, étudiants & chômeurs gratuits

■ Samedi 8 à 14h30  
**International climate action day**

**Manifestons ensemble pour le climat et la solidarité!**

- Départ 14h30 Bruxelles Midi

Ensemble, à Bruxelles pour des actions concrètes et socialement équitables pour réduire drastiquement notre influence sur le réchauffement climatique.

- Ensuite marché climatique (Mont des Arts)

- Concert Art for Earth: 18h Cirque Royal.

Avec Lalalover, Joshua et ...

Prévente: [www.botanique.be](http://www.botanique.be)

Infos : [http://www.8dec2007.be/index\\_fr.php](http://www.8dec2007.be/index_fr.php)

■ Mercredi 12 à 20h  
**Enseignement: conférence - débat**

**La Belgique a le système d'enseignement le plus inégalitaire en Europe. Comment peut-on y remédier?**

Cette conférence tentera de répondre aux questions soulevées par le film *Bruxellois en classe(s)* et le livre *L'enfance sous pression*. L'APED (Appel pour une école démocratique) présentera son programme en dix points: «Vers l'école commune»

Avec Jean Pierre Kerkhofs (représentant de l'APED).

Plus d'info: [www.ecoledemocratique.org](http://www.ecoledemocratique.org)